

T



Stephen Bannon, stratège en chef de la Maison Blanche, aux côtés de Kellyanne Conway, conseillère du président Donald Trump.
Washington, 23 janvier 2017.

© Jonathan Ernst

3 minutes de lecture

📍 Etats-Unis

Frédéric Koller

Publié vendredi 27 janvier

2017 à 20:52.

NOUVELLES FRONTIÈRES

La guerre contre les médias est déclarée

Après une semaine de présidence Trump, une constante se dégage: la haine des médias

Donald Trump tient ses promesses. Depuis une semaine, il a humilié les Mexicains (le mur), fâché un peu plus les Chinois (menace militaire), ébranlé les partenaires commerciaux des Etats-Unis (fin du TPP), provoqué les femmes (avortement), les Amérindiens et les écologistes (oléoduc Keystone), irrité les Européens (accueil de Theresa May), alarmé l'ONU (finance) et les ONG (torture) et, last but not least, insulté les institutions et les politiques (discours d'inauguration). Voilà un homme de parole. Reste à voir comment cette cascade de décrets présidentiels et ces effets d'annonce se traduisent en lois et en actes.

Au coeur de cette tornade émerge un fil rouge, une obsession: la hargne contre les médias. Dès le deuxième jour de sa présidence, Donald Trump déclarait au siège de la CIA que l'ennemi était la presse. «Les journalistes

sont parmi les gens les plus malhonnêtes sur terre», expliquait-il aux responsables de l'agence qu'il avait peu auparavant comparés aux nazis. On aurait pu en rester là. Mais, jour après jour, le président et sa garde rapprochée bombardent les médias dans une bataille de tranchée jamais vue dans un pays où la liberté d'expression est inscrite dans le premier amendement de la Constitution (avant le port d'arme).

«La ferme!»

La salve la plus appuyée est venue de Stephen Bannon, stratège en chef de la Maison Blanche. Au New York Times, il a expliqué que les médias sont l'opposition. «Ils ne comprennent pas ce pays. Ils ne comprennent pas pourquoi Donald Trump est président des Etats-Unis», dit-il. Conclusion: «ils doivent la fermer»... C'est la même expression qu'avait utilisée le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, il y a tout juste un an lors d'une conférence de presse au Canada où il n'avait répondu qu'à une question. Elle portait sur les droits de l'homme dans son pays. Il s'était emporté contre ces journalistes «qui ne comprennent rien à la Chine», seuls les Chinois pouvant parler de ces questions. Le réflexe est identique. Seuls Stephen Bannon, Donald Trump et ses électeurs comprennent les Etats-Unis. En France, Jean-Luc Mélenchon fait la leçon aux médias dans les mêmes termes.

Le raisonnement de Stephen Bannon est le suivant: les médias – élitistes est-il parfois précisé – n'ont plus droit à la parole car ils n'ont rien vu venir, rien compris, simplement parce qu'ils seraient coupés du peuple. La preuve? Ils se sont complètement trompés lors de l'élection présidentielle. Ils doivent donc à présent «écouter» la parole présidentielle, celle du représentant du vrai peuple.

Le soi-disant «politiquement correct»

Cette stratégie pour décrédibiliser les médias est tenace. Elle repose toutefois sur un mensonge, au mieux un malentendu. La presse, dans sa diversité, a parfaitement souligné durant toute la campagne présidentielle combien les Etats-Unis étaient divisés face à un choix entre les deux candidats les plus impopulaires de l'histoire du pays. Si une très large majorité des médias américains a effectivement pris position contre Donald Trump, c'est précisément en raison de ses chances de l'emporter et du danger véhiculé par son discours de haine. Les instituts de sondage se sont-ils trompés? Sans doute, partiellement. Encore faut-il préciser que Hillary Clinton a emporté le vote populaire avec trois millions de voix d'avance et que le basculement des grands électeurs en faveur de Donald Trump s'est joué à 70 000 voix près dans trois Etats.

Il est troublant que l'on ait – ici comme aux Etats-Unis – si facilement véhiculé, dans le sillage de Donald Trump et des droites nationalistes locales, l'idée que les médias s'étaient fourvoyés, aveuglés par un soi-disant «politiquement correct». Il est temps d'en prendre conscience: la guerre menée contre les médias est une guerre contre la démocratie. Ni plus ni moins.

À propos de l'auteur

Frédéric Koller
@frederickoller

————— Suivez toute l'actualité du Temps sur les réseaux sociaux —————

FACEBOOK

TWITTER

YOUTUBE

INSTAGRAM